

PREFET DES HAUTS-DE-SEINE

Arrêté DRE n° 2013-71 du 13 mai 2013 mettant en demeure la société PAPREC ENVIRONNEMENT IDF de respecter dans un délai de 15 jours certaines conditions d'exploitation qui lui sont imposées, en application de l'article L. 514-1 du code de l'environnement, et en particulier les conditions 10 et 39 dernier alinéa de l'arrêté préfectoral du 7 octobre 1992, l'article 1, l'article 2 dernier alinéa et l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2012, concernant les installations situées au 23, route du bassin n°6 à Gennevilliers.



LE PREFET DES HAUTS-DE-SEINE,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu le Code de l'environnement, partie législative, et notamment ses articles L.511-1 et L. 514-1,

Vu les arrêtés préfectoraux du 7 octobre 1992 et du 9 juin 1995 réglementant l'exploitation des installations de la société PAPREC (anciennement SOPAC) situées au 23, route du bassin n°6 à Gennevilliers,

Vu l'arrêté en date du 15 juillet 2011 réglementant l'activité de tri et de transit de déchets industriels banals (DIB) et d'encombrants de la société PAPREC ENVIRONNEMENT IDF à l'adresse susvisée et actualisant le classement au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement sous les rubriques : 2714/1, 2716/1 et 2791/1 (activités soumises à autorisation),

Vu le signalement effectué par la société PAPREC ENVIRONNEMENT IDF le lundi 6 mai vers 8h30, de l'incendie qui a eu lieu dans la nuit du 5 au 6 mai 2013 sur son site d'exploitation de Gennevilliers 23, route du bassin n°6 au niveau du hangar de tri des encombrants (à l'est du site, en limite de propriété avec la société TRAPIL) et qui est resté circonscrit à l'intérieur du site.

Vu le rapport de Monsieur le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie en Ile-de-France en date du 7 mai 2013 qui a constaté, au cours d'une visite d'inspection réalisée le 6 mai 2013, les dégâts causés par cet incendie et l'existence de 6 non-conformités dont 5 notables, à savoir :

Non-conformité notable 1 :

Le système de confinement des eaux incendie a été mis en œuvre tardivement (la vanne guillotine n'a pas fonctionné et des difficultés ont été rencontrées dans la mise en place d'un obturateur gonflable). Des quantités importantes d'eaux de ruissellement se sont déversées en darse et la berge a même été endommagée par le ruissellement.

La vanne n'ayant pas permis l'isolement du réseau résiduaire en cas de déversement accidentel, l'inspection considère que la condition 10 de l'arrêté préfectoral du 7 octobre 1992 réglementant le site n'a pas été respectée.

Non-conformité notable 2 :

L'inspection a constaté lors de sa visite le 6 mai 2013 que la quantité de déchets restants à trier sur le site après sa fermeture dimanche 5 mai 2013 était supérieure à 50m3. Ceci est contraire au deuxième alinéa de la condition 39 de l'arrêté préfectoral du 7 octobre 1992 réglementant le site. Par ailleurs, l'inspection souligne que, dans son courrier du 15 juin 2010 décrivant les modifications apportées au site dans le cadre des activités liées à la réception d'encombrants, l'exploitant affirmait que la quantité de déchets industriels banals (DIB) et encombrants restants à trier le soir ne serait pas supérieure à 50 m3.

Non-conformité notable 3 :

Le gardiennage prévu sur site (présence d'un gardien qui habite sur site avec une ronde à 21 h puis une ronde à 4/5h) n'est pas adapté pour détecter de manière précoce le départ d'un incendie. Cette situation ne répond pas au dernier alinéa de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2012 au sens où l'exploitant n'a pas redéfini son dispositif de surveillance depuis l'incendie de l'été dernier.

Non-conformité notable 4 :

La modélisation des effets thermiques proposée par l'exploitant le 8 janvier 2013 ne comporte pas d'évaluation de la durée des incendies et ne présente pas le degré de résistance au feu des murs coupe-feu pris en compte dans l'étude, le document ne permet pas de valider les conclusions formulées par l'exploitant en ce qui concerne la modélisation des effets thermiques.

L'inspection constate que l'exploitant n'a pas répondu à la demande faite par courrier du 12 février 2013 accordant un délai supplémentaire d'un mois pour compléter l'étude de flux thermiques demandée par l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2012.

Non-conformité notable 5 :

L'exploitant a uniquement transmis les recommandations formulées par la société «Bourgogne sécurité» sur les équipements de première intervention, le document transmis ne permet pas d'évaluer l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie présents sur le site aux risques à combattre.

L'inspection constate que l'exploitant n'a pas répondu à la demande faite par courrier du 12 février 2013 accordant un délai supplémentaire d'un mois pour démontrer effectivement l'adéquation des moyens incendie du site aux risques à combattre demandée par l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2012.

Non-conformité 6 :

L'exploitant ne dispose pas de moyens appropriés lui permettant de s'assurer qu'il ne dépasse pas le volume maximal de déchets entreposés sur site autorisé par l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2011 (1 250 m3). En effet, l'exploitant se contente de ne pas dépasser ses capacités physiques de stockage. Or, il s'avère que la somme de ces capacités de stockage telle que présentée dans l'étude des flux thermiques s'élève à 3 090 m3. Néanmoins, la visite n'a pas permis de démontrer par des mesures si cette quantité était dépassée.

Remarque :

La condition 39 de l'arrêté du préfectoral du 07 octobre 1992 réglementant le site prévoit par ailleurs que la quantité journalière réceptionnée n'excède pas 500 m³.
L'exploitant ne dispose pas de moyens appropriés lui permettant de s'assurer qu'il ne dépasse pas ce volume. En revanche, il a précisé qu'il disposait du tonnage des déchets entrants sur le site,

et a proposé au regard des manquements constatés, de mettre en demeure la société PAPREC ENVIRONNEMENT IDF pour les non-conformités notables n°1, n°2, n°3, n°4 et n°5 de respecter, **sous 15 jours**, les conditions d'exploitation imposées, en application de l'article L. 514-1 du code de l'environnement, en particulier les conditions 10 et 39 dernier alinéa de l'arrêté préfectoral du 7 octobre 1992, l'article 1, l'article 2 dernier alinéa et l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2012,

Considérant qu'un précédent incendie s'est produit sur le même site le 24 juillet 2012 et a fait l'objet d'un arrêté en date du 12 novembre 2012 à l'effet de prescrire à la société PAPREC Environnement Ile-de-France une étude des flux thermiques et des mesures visant à réduire le risque d'un nouvel incendie,

Considérant que les enjeux fixés en termes de sécurité ne sont pas totalement satisfaits et qu'il y a lieu, au regard des intérêts protégés par l'article L. 511.1 du code de l'environnement, de prendre à l'encontre de cette société un arrêté de mise en demeure afin d'assurer le respect de la réglementation en vigueur,

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général,

ARRETE

ARTICLE 1 :

La société PAPREC ENVIRONNEMENT IDF, représentée par M. Erwan LE MEUR, Directeur, dont le siège social est 7, rue Pascal 93120 LA COURNEUVE, est mise en demeure, à compter de la notification du présent arrêté, de se conformer pour l'exploitation située au 23, route du bassin n°6 à Gennevilliers, **dans un délai de 15 jours**, en application de l'article L. 514-1 du code de l'environnement au respect des prescriptions suivantes :

- condition 10 de l'arrêté préfectoral du 7 octobre 1992 (isolement du réseau d'eaux résiduaires en cas de déversement accidentel),
- condition 39 dernier alinéa de l'arrêté préfectoral du 7 octobre 1992 (stockage de déchets urbains restant à trier dans l'établissement limité à 50m³),
- article 1 de l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2012 (réalisation d'une étude des flux thermiques),
- article 2 dernier alinéa de l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2012 (précautions à prendre avant la réalisation de l'étude de flux thermiques et mise en place d'un dispositif de surveillance pour détecter un éventuel départ de feu pendant et en dehors des horaires d'exploitation);
- article 3 de l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2012 (réalisation d'une étude évaluant l'adéquation des moyens de lutte incendie présents sur le site aux risques à combattre).

ARTICLE 2 :

Faute de respecter cette mise en demeure, il pourra être fait application des autres mesures prévues à l'article L. 514-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 :

VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Recours contentieux :

En application de l'article L514-6 et R 514-3-1 du Code de l'Environnement, le demandeur ou un tiers a la possibilité dans un délai de deux mois suivant la notification de la présente décision d'effectuer un recours devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise 2/4, boulevard de l'Hautil BP 30322 95027 CERGY-PONTOISE Cedex.

Recours non contentieux :

Dans le même délai de deux mois, le demandeur a la possibilité d'effectuer :

- soit un recours gracieux devant l'autorité qui a signé la présente décision : Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine 167, avenue Joliot-Curie 92013 Nanterre Cedex.
- soit un recours hiérarchique auprès de Madame la Ministre de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie, Grande Arche – Tour Pascal A et B – 92055 – La DEFENSE Cedex.

Le silence gardé par l'administration sur un recours gracieux ou hiérarchique pendant plus de deux mois à compter de la date de réception de ce recours fera naître une décision implicite de rejet qu'il sera possible de contester devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise.

ARTICLE 4 :

Une ampliation dudit arrêté sera affichée :

- d'une part, de façon visible et permanente dans l'établissement présentement réglementé, par le responsable de la société PAPREC ENVIRONNEMENT IDF.
- d'autre part, à la Mairie de Gennevilliers au lieu accoutumé, pendant une durée minimale d'un mois.

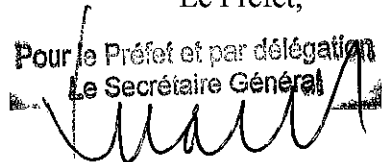
Un extrait sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Hauts de Seine.

ARTICLE 5 :

Monsieur le Secrétaire Général,
Monsieur le Maire de Gennevilliers,
Monsieur le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie en Ile-de-France, Monsieur l'Inspecteur Général, Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nanterre, le 13 mai 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général



Didier MONTCHAMP